



Édito

La Politique de demain

Par Jacques CROCHET

Il existe en économie un terme qui fait référence aux conditions financières appliquées à la suite de la crise de 2007/2008, et de la récession mondiale qui a suivi : « le New Normal ». On l'a ensuite utilisé pour expliquer que quelque chose qui était anormal, était devenu banal. Vivons nous aujourd'hui une période normale ?

- Des joutes politiques nationales avec un brassage « des cartes » et les surenchères habituelles à cet exercice : il faut faire rêver avec par exemple un concept dont la conséquence première serait la dévalorisation de la valeur travail !!
- Une Europe rejetée par les Peuples sous son organisation actuelle. Une forte demande d'identité, de souveraineté, de sécurité, et moins de réglementation écrasante.
- Un fossé qui se creuse entre les citoyens et ceux qui sont censés les représenter. Une forme d'autisme de nos élites, ou plus simplement un manque criant d'idées nouvelles face à un monde qui va trop vite.

Avons nous abandonné pour autant tout espoir dans la Politique ??

Par l'effet des médias, notre vie personnelle, notre environnement n'échappent pas à une imprégnation politique. Mais pourtant, nous citoyens, ne sommes que très peu concernés par la réflexion politique, et encore moins par l'action.

Plus que jamais la Société Civile doit s'exprimer, les citoyens se réapproprient la parole sur tous les sujets qui concernent leur vie. Le monde associatif, en particulier, est un formidable terreau d'idées, de

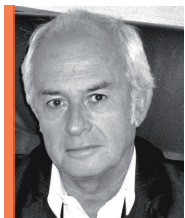
volontés créatives, d'engagement d'hommes et de femmes au service de causes qui les motivent.

Nous nous sommes interrogés au sein de l'Institut Kervégan sur notre utilité sociale, sur le contenu de nos missions, et notre rôle auprès des décideurs. 2016 a été une année de remise en cause de notre fonctionnement, notre organisation et nos objectifs de développement.

Nous avons réuni tous nos membres le 14 décembre pour présenter nos projets 2017, et le cadre d'études de nos Commissions Permanentes : Économique, Territoires (Transition énergétique, Ruralité), Innovation et Prospective. Vous trouverez le compte rendu de cette soirée dans ce numéro de La Tribune. Nous avons recueilli tous les souhaits de thèmes de réflexion qui vont alimenter nos travaux d'étude. Les travaux de ces commissions commencent dès ce mois de janvier et sont ouverts à tous.

Nous voulons continuer à jouer ce rôle d'interface et de décryptage des mécanismes qui impactent notre territoire. Par notre action d'information, de formation au débat, nous voulons contribuer à la réappropriation de la parole politique par les citoyens, en dehors des idéologies partisanes. Pour nous la politique de demain, c'est un ensemble d'interactions et de débats participatifs entre les experts, les citoyens et les décideurs.

L'action politique ne peut pas se passer de nous, citoyens !!! ■



Jacques CROCHET,
Président
de l'Institut Kervégan



Dossier : IK, les projets 2017

Retour sur l'événement de fin d'année de l'Institut Kervégan

LA TRANSITION EN ACTION

Le 14 décembre dernier nous avons convié nos membres à une soirée pour marquer la fin de l'année écoulée et mettre en action le nouveau Kervégan en 2017. Une quarantaine d'entre eux ont répondu présents. C'est une belle promesse pour Kervégan !

Le format de cette réunion, un peu particulière dans son animation (cf. article de T. Dumas ci-après), a permis d'exprimer des idées de thématiques riches et nombreuses qui pourront s'inscrire dans les commissions : Territoire, Économie et Prospective.

En résumé, il a été question de ruralité, de transition énergétique, d'économie du sport, de l'avenir des transports, de l'emploi dans notre région, d'économie sociale et solidaire, de territoire du futur et de la politique de demain...

Cette soirée fût l'occasion pour nos membres de s'inscrire dans les groupes de travail des commissions. Aujourd'hui nous partageons avec vous, lecteurs de la Tribune Libre et amis de Kervégan, le contenu de ces différentes commissions afin de vous proposer de nous rejoindre dans cette aventure citoyenne. ■

Commission Territoire

La Transition énergétique :

Travailler sur un projet d'accompagnement des Collectivités Locales dans la définition et la mise œuvre de politiques énergétiques locales.

La ruralité :

Dans la continuité du travail déjà engagé en 2016, il est proposé d'explorer le rapport de la ville à sa campagne à travers le regard des élus et des citoyens des territoires péri-urbains.

Commission économie

L'approche proposée est de poser la réflexion en réaction des politiques, des stratégies, des actions publiques existantes sur une période courte. Dans un premier temps des thèmes comme l'emploi dans les Pays de la Loire/ les Transports (développement et financement) pourraient être traités. D'autres sujets pourraient être abordés sur un temps plus long comme l'Économie Sociale et Solidaire, Sport et Économie.

Commission Innovation et prospective

L'exercice de la prospective n'est ni la prévision, ni la prédiction. Parmi les thèmes retenus et priorités trois thèmes se dégagent : Éthique et numérique, le territoire dans le futur et les politiques de demain.

>>> Pour participer à une commission : contacter IK par mail - contact@institut-kervegan.com <<<

FEED BACK ...

Retour de notre journaliste sur la soirée de fin d'année de l'Institut Kervégan du 14 décembre 2016. L'intégralité de l'article multimédia est à retrouver sur : <http://www.institut-kervegan.com/actualite/reflexions-en-deux-dimensions/>

RÉFLEXIONS EN DEUX DIMENSIONS

Par **Thibault Dumas**, Journaliste indépendant

Par une froide soirée de décembre, une quarantaine de personnes étaient invitées par l'Institut Kervégan dans l'ambiance feutrée de La Rosière d'Artois. Derrière ce nom fleuri, un hôtel particulier de pratiquement 200 ans d'âge, rénové il y a peu. Un cadre historique propice à des réflexions en deux dimensions empreintes de modernité, voire de prospective.

Par où commencer ? Ou plutôt où commencer ? Réparti en demi-douzaines sur six tables rondes, les participants sont comme des élèves un jour de rentrée. Ça bavarde, ça s'alpague, ça rit. Posés devant eux, des tas de post-it, des stylos en grappes et même des sucreries, pour tenir le choc. « L'enjeu c'est de se poser la bonne question et non de trouver la bonne réponse », désamorçe d'entrée le monsieur loyal de la soirée, tout en naviguant entre les groupes. Et la bonne question initiale est celle du territoire de la réflexion.

« Le monde rural n'est pas une diagonale du vide »

Loire-Atlantique, Pays de la Loire voire même Grand Ouest, où s'opposent métropoles dynamiques (Nantes, Rennes) et territoires ruraux perçus comme en retrait – est-ce une réalité ou une projection ? Un défi pour le codéveloppement local, qui renvoi immédiatement à une pluralité d'acteurs des collectivités territoriales aux associations locales en passant par les industries. « Si on veut être efficaces, il faut choisir un territoire. On n'a pas la possibilité d'aller partout », avance Gwenaël Boidin, qui travaille sur le sujet. Au risque de l'extrapolation, lui répond-on dans la salle, « Quelle sera le degré de représentativité, si on choisit un territoire bien précis, trop petit par exemple ? ».

24 accélérations sur 260 ans

Sur un mur, des diapos défilent, éclairant la classe d'un soir d'un halo bleuté. « La prospective est attentive aux causes. Ainsi nous libère-t-elle du fatalisme », une citation du philosophe français Gaston Berger, s'affiche en deux mètres sur trois.



Car penser le développement d'un espace, c'est aussi le projeter dans le temps futur. Un travail collectif potentiellement angoissant pour l'individu. Notamment à la vue des indicateurs sociaux économiques et écologiques de « la grande accélération » théorisée par le chimiste étasunien Will Steffen.

« Certains modèles marchaient bien avant »

La question de l'échelle de la projection dans le temps est fondamentale, interpelle Simon Ducasse dans la salle, Parle-ton de sa vie, à une ou deux décennies, ou celle de ses enfants ? ». La profondeur de la réflexion est aussi questionnée à voix haute avec le risque du « robinet d'eau tiède », soit une prospective qui se limite aux changements visibles. Les signaux forts plutôt que les signaux faibles. Toujours alerte, le médiateur d'un soir aura ce proverbe africain en guise de conclusion temporaire : « L'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse ». ■

Témoignages d'adhérents :

Simon Ducasse, délégué général d'une association dans la filière solaire.

Gwenaël Boidin, consultant en développement territorial.

>> Interviews disponibles ici :

<http://www.institut-kervegan.com/actualite/reflexions-en-deux-dimensions/>



Les articles

Les articles rédigés par les adhérents IK n'engagent que leurs auteurs. Ils témoignent de la diversité des points de vue et surtout, ils ont vocation à susciter les débats d'idées et appellent à vos commentaires ou droit de réponse dans les colonnes de nos prochains numéros ou sur notre site web.

SANS TRANSITION

La terre tremble sous nos pieds, le plafond céleste baisse et se lézarde, le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter (avec ou sans travail) de façon exponentielle et concomitante à l'augmentation des richesses accumulées par quelques uns. Mais ne vous inquiétez pas. Il ne s'agit que d'un ensemble de transitions auxquelles nous saurons faire face en êtres rationnels et naturellement tournés vers le progrès.

Quel est ce procédé rhétorique qui semble vouloir simplement nous faire passer en douceur d'un état à un autre ? Et qui sont ces « passeurs » décrétés, que nos démocraties ont inventés dans la fragilité de leurs imperfections ? Quand nous entendons que 50 % des emplois des années 2030 n'existent pas encore, et souvent qu'ils ne peuvent même pas être imaginés, pouvons-nous parler de simple mutation du monde du travail dans le cadre d'une transition numérique à laquelle il faudrait simplement s'adapter ? Comment trouver une réponse à la non-balance du nombre d'emplois créés et supprimés ? Il n'est sans doute pas incongru d'interroger la signification de la « valeur travail », non pour la supprimer mais pour la resituer dans un contexte bouleversé. N'est-ce pas également étrange que l'on développe des concepts comme celui de l'économie appelée collaborative dans un monde du travail de plus en plus atomisé et précarisé ? L'organisation ne devient pas alors plus transversale que verticale. Elle tend plutôt à disparaître. En d'autres termes, quelle place donner à chacun pour faire encore société ? Ou bien devons nous considérer que nous ne sommes que de



Par
Jean-Jacques Derrien

simples individus regroupés ? Attendre une hypothétique reprise de la croissance économique classique pour justifier la pertinence d'une politique, n'est ce pas l'expression exacerbée d'un court-termisme électoral au service de situations installées ?

De la même façon, nous pouvons sans doute parler de transition énergétique, comme élément d'une transition écologique, qui apparaît chaque jour un peu plus urgente, car le rythme des mesures prises épouse trop souvent la vitesse d'une éolienne aux pales époumonées. Cette idée, vieille à présent de presque 40 ans, avance aux vents menaçants de l'asphyxie atmosphérique de nos métropoles toujours plus grandes. Certes l'accord de la COP 21 a été un événement significatif mais il reste fragile. De même les initiatives cumulées des pouvoirs publics locaux permettent de réelles avancées. Mais l'économie circulaire ne risque-t-elle pas de tourner en rond si elle continue de penser qu'il suffit simplement de « recycler » la vieille idée de la création des besoins plutôt que de questionner la sobriété heureuse et repositionner cette transition écologique en projet politique central et assumé autour de la gouvernance des communs. Tout n'est pas



marché, comme l'a rappelé récemment l'initiative de la Slovénie sur la problématique de l'eau, et le marché ne doit pas être tout, même si tout a une valeur.

Et si « small » n'est pas beautiful par nature, « huge » est assurément porteur de chaos. Mais heureusement la transition démographique nous permettra de répondre aux enjeux d'accès aux ressources de la planète....

Alors, pour ne pas tomber dans l'écologie punitive que les discours catastrophistes pourraient tendre à justifier, réhabilitons l'Histoire et la recherche du Sens indispensable à

l'humain. Ainsi nous ne parlerons plus de transition mais de combat et de révolution au sens premier du mot car nos démocraties ne seront dignes que si elles assument le paradoxe de concilier l'exigence de choix responsables, imposables à tous, avec le respect de la liberté et la conscience de soi, de chacun.

La petite pierre de l'Institut Kervégan ne se situe-t-elle pas là, lui qui se trouve aussi dans une période de transition ? ■



LA SUITE DE L'AVENIR

L'humanité du 21^{ème} siècle est très contrastée en termes d'organisation sociale. Sur fond de démographie galopante quasi universelle, l'humanité du 21^{ème} siècle est divisée en deux par l'irruption de technologies d'automatisation. Toute tâche répétitive est réalisable par une machine comme la réservation d'une place d'avion, un examen médical ou le pilotage de l'avion. Il y a un demi-monde qui possède ces technologies et un autre qui fonctionne à la force humaine pour la reproduction des tâches. Quel avenir pour ce monde irréconciliable ?

Technologie versus travail : deux mondes irréconciliables ?

Dans une première approche, l'avenir est possédé par ceux qui détiennent les technologies et l'autre partie cherchera à s'en emparer. Ce scénario serait générateur de violence sur une échelle jamais atteinte du fait des moyens guerriers disponibles et de la démographie.

Un autre scénario dépend de l'impact de l'automatisation sur l'organisation sociale de ceux qui la possèdent. Quel que soit le système politique en vigueur, l'organisation est pyramidale. Issue de l'héritage religieux, puis politique, puis économique, intriqués pendant des millénaires, ce système est auto-entretenu par son propre développement, à la manière d'un vélo qui tomberait quand on arrêterait de pédaler. Ce développement est appelé la « croissance ». Pour que le système fonctionne il faut des différences sociales et salariales notables, des vendeurs et des acheteurs, donc des désirs et des moyens permettant de les satisfaire. Or l'argent n'est pas une entité virtuelle. Sa valeur est indexée sur des valeurs étalon, par exemple l'or ou l'énergie, donc sur le travail résultant de cette consommation d'énergie. Il faut donc des produits, fabriqués grâce à de l'énergie à un prix suffisamment attractif par rapport aux performances. Il y a alors nécessité d'innovation pour accroître les performances et la recherche de productivité afin de faire baisser les coûts, les prix de l'énergie étant identiques car organisés mondialement. Mais qu'est une



Par
Thierry Patrice

productivité lorsque la fabrication est réalisée grâce à la technologie, sans travail humain, à coûts d'énergie constants ? Si la productivité ne peut s'améliorer, seule l'innovation apportera alors une valeur ajoutée.

L'innovation comme bien commun

Or depuis la déclaration universelle des droits de l'homme de 1789 et ses articles 1 à 4⁽¹⁾, la propriété intellectuelle est encadrée par les patentes introduites sous la Révolution par la loi du 7 janvier 1791. Une idée appartient en premier à la nation et non à l'individu qui ne peut exercer de pouvoir à travers elle.

L'innovation ou la création, par essence d'origine intime, dépendent exclusivement du zèle, c'est-à-dire de la bonne volonté de l'individu à donner aux autres. Un système dépendant quasi exclusivement de l'innovation impliquerait donc a priori :

- une politique de recherche basée sur l'originalité.
- une redistribution massive des gains sans quoi personne n'achèterait et aucune innovation ne verrait plus le jour. Il ne s'agit pas d'un salaire minimum « décent » mais de taxer l'automatisme comme hier la vidéo, au lieu du travail évanescent. Réduire le coût du travail est un cache misère dangereux.

Un monde à deux vitesses

Qu'en est-il maintenant des communautés « en développement » ? Elles passent par les étapes franchies lors de la révolution industrielle⁽²⁾ mais avec un « retard » qui augmente sans cesse, si

1 - <https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution>

Art. 1er. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.
Art. 3. Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

2 - Paul Bairoch, Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours, Gallimard 1997.



être développé est fin en soi, car nous vendons des technologies amorties. Ces sociétés doivent utiliser de l'énergie humaine, c'est-à-dire du travail rémunéré, pour s'offrir des biens obsolètes, ce qui prend du temps. Si notre travail disparaît nous tombons en panne alors que les pays moins développés restent en marche avant. La situation n'est pas celle d'un bloc développé agressé par un bloc moins développé, mais un bloc « de luxe » en panne qui ne survit que grâce à un bloc pauvre encore en mouvement. Vaut-il mieux une Rolls Royce en panne ou une deux-chevaux poussive mais qui roule par elle-même ?

La situation n'est pourtant pas figée, deux raisons à cela : le bloc « pauvre » voyant la triste allure du carrosse pourrait être tenté de ne pas atteindre ce stade. Le bloc « de luxe » pourrait réagir avant que l'immobilisme total ne le gagne et tolérer un certain degré de sous-développement, c'est-à-dire admettre une part de risque.

Éloge de la lenteur...

Pour l'humanité demain sera forcément un progrès et toute action humaine se traduit par une diminution du chaos originel. Une fois né, l'humain doit obéir à sa mission divine : avancer et conquérir tout le reste, ce qui implique progrès et

travail éternels. Or, il n'est pas certain que cette option mystique, dont le capitalisme mondialisé est une conséquence, soit la plus vraisemblable.

L'arrêt de développement n'est ni envisageable ni envisagé. Puisque toutes les espèces sont soumises au darwinisme et qu'il n'interdit pas stagnation ou disparition, pourquoi le progrès issu d'une espèce serait-il éternel ? Pourquoi l'humain échapperait-il justement à la théorie dont il est le plus fier, l'évolution ? Le mot progrès n'a aucun sens en biologie. Le progrès social n'est pas éternel non plus : les empires prévus pour durer mille ans ont connu mille déboires.

Si se développer éternellement n'est pas satisfaisant, en quoi consisterait un arrêt de développement ? L'effet produit est difficilement imaginable puisque jusqu'à présent les arrêts étaient accidentels et que personne n'a survécu pour raconter l'expérience. Nous devons donc entrer dans le monde de la fiction et imaginer non pas un monde merveilleux de techniques miraculeuses mais un monde en pause ou en arrêt tant que nous n'aurons pas adapté notre démographie aux ressources. ■



Lecture par Jacques CROCHET

« SAUVER L'EUROPE » d'Hubert Védrine, Éditions Liana Levi.

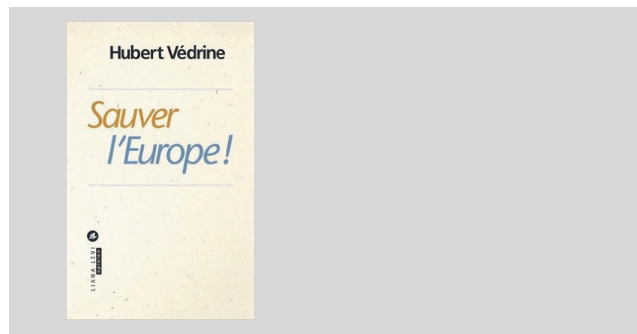
Hubert VEDRINE a été un proche collaborateur de François Mitterrand de 1981 à 1995, puis Ministre des Affaires Étrangères de 1997 à 2002. Il est désormais Consultant, enseigne à Sciences-Po, écrit et donne des conférences dans le monde entier.

On le qualifie d'Eurosceptique. Il est critique vis à vis des fédéralistes qui veulent toujours plus d'Europe mais qui oublient de demander l'avis des peuples. L'Union Européenne est pourtant souvent mise en cause par ses ressortissants. Le Brexit en est la dernière manifestation. Certaines nations seraient tentées !! Il estime cependant que le démembrement de l'Union Européenne provoquerait un traumatisme insupportable.

Sauver l'Europe avec moins d'Europe

Pour la sauver, il propose un scénario en trois temps :

- Faire une pause dans l'intégration. Les peuples décrochent de l'Europe. Il faut rattraper les Eurosceptiques, les déçus, les allergiques... Il faut arrêter de les mépriser. Les élites doivent se rapprocher des peuples. Ils demandent de l'identité, de la souveraineté, de la sécurité. Écoutons-les...
- Réunir une nouvelle conférence fondatrice apportant une réponse à la question fondamentale : « Quelle valeur ajoutée pour l'Europe qui doit arrêter de se mêler de tout ? » Comment redonner de « l'oxygène démocratique » aux états et aux régions ? Clarifier les rôles ! Arrêter la surréglementation. Le niveau européen devrait se concentrer sur quelques domaines bien définis et laisser le reste aux niveaux national, régional, local.
- Ce projet de refondation serait soumis à référendum. L'Europe a besoin d'une « relégitimation », impossible sans les peuples !



« L'urgence, c'est de retrouver les peuples ! »

Il y a quelque chose d'illusoire de vouloir faire le bonheur des peuples par le haut (cf. Maastricht en 1986). Le Brexit doit faire réfléchir, la réponse n'étant pas d'afficher une attitude punitive vis à vis des anglais. Il y avait une occasion de se remettre en cause, en affichant une volonté commune de réforme. Elle n'a pas été saisie. Désormais il faut convaincre à nouveau les peuples à travers un projet européen répondant à leurs attentes. Mais le système a-t-il envie de se réformer ?

Avec sa parole libre, et sans fioritures, Hubert Védrine nous décrit la crise de confiance dans l'Union Européenne, et développe dans cet ouvrage des propositions claires pour la surmonter. A contrecourant des Élitistes Européistes, voilà un Eurosceptique qui apparaît comme le meilleur défenseur de l'Europe. A méditer... ■